

Les élections américaines de mi-mandat calment le jeu des négociations

Volume 7, numéro 7, septembre 2014

Résumé analytique

Les États parties aux négociations *du Partenariat transpacifique* (TPP) se sont réunis à Hanoi du 1^{er} au 10 septembre pour de nouvelles séances de négociations qui ont porté particulièrement sur l'accès aux marchés, la propriété intellectuelle, l'environnement et les entreprises d'État. Les discussions, qualifiées de techniques, ne devaient pas mener vers une avancée notable du processus alors que plusieurs arbitrages devront se faire plus tard au niveau politique. La rencontre a été ombragée par le différend toujours non résolu entre le Japon et les États-Unis sur la question de l'accès aux marchés des produits agricoles. Après une rencontre au début du mois d'août, les deux partenaires se sont rencontrés à nouveau ces jours-ci pour tenter de dénouer l'impasse, qui nuit à la progression de tout le processus de négociation.

Les considérations politiques prenant le pas sur le commerce aux États-Unis en ce début de période électorale, il semble maintenant clair que le renouvellement du « fast-track » ne se fera pas avant les élections de mi-mandat. Une ouverture est possible après celles-ci, alors que le Congrès siègera quelques semaines d'ici Noël, avant la formation du nouveau Congrès en janvier prochain.

Les gens d'affaires ont pris acte des réticences du public face aux négociations *du Partenariat transatlantique* (TTIP) et certains d'entre eux entreprennent une série de conférences dans huit villes des États-Unis pour présenter l'éventuel accord sous un jour plus positif. Le *Trans-Atlantic Business Council* (TABC), formé de plusieurs grandes entreprises américaines et européennes organisera des conférences qui réuniront gens d'affaires, du milieu académique et des médias.

Contenu

TPP : rencontres techniques et scepticisme à Hanoï.....	2
Pas de « fast-track » au Congrès américain avant les élections de mi-mandat.....	4
Le <i>Trans-Atlantic Business Council</i> prend le bâton du pèlerin pour le TTIP	5
Études économiques et articles connexes ce mois-ci.....	5

TPP : rencontres techniques et scepticisme à Hanoï

La rencontre de négociation du *Partenariat transpacifique* (TPP) qui s'est tenue du 1^{er} au 10 septembre à Hanoï avait à l'ordre du jour les sujets de l'accès aux marchés, la propriété intellectuelle, l'environnement et les entreprises d'État. Deux sujets, la propriété intellectuelle et l'environnement n'ont pas été abordés lors de la dernière séance de négociation à Ottawa en juillet dernier. Des sources proches des négociations estiment que la rencontre de Hanoï n'a pas permis une avancée significative des négociations alors que les États-Unis et le Japon n'ont toujours pas résolu leur différend sur la question de l'accès aux marchés. Il appert que les Parties, incluant les États-Unis, ne comptent pas faire les concessions politiques critiques qui ouvriraient la voie à une entente avant que cette question de l'accès aux marchés, particulièrement en matière d'agriculture, ne soit proche d'une résolution.

La protection de la propriété intellectuelle, de la protection des médicaments et l'encadrement des entreprises d'État demeurent parmi les sujets les plus litigieux dans le processus de négociations et rien n'indique que des progrès significatifs ont été accomplis cette semaine. Les travaux se concentrent toujours sur les aspects techniques, c'est-à-dire que les négociateurs tentent de clarifier et de définir les enjeux afin d'exposer les voies possibles de résolution des différends. Ce n'est qu'une fois ce travail exploratoire effectué que les décideurs politiques seront saisis des enjeux identifiés.

Le Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) a pour sa part estimé que certains progrès avaient été accomplis au chapitre de la propriété intellectuelle et des entreprises d'État, sans toutefois donner de précision.

Les Parties seraient proches d'une entente sur la manière de définir les entreprises d'État qui seront couvertes par l'entente et travaillent maintenant sur une liste d'exceptions spécifiques à chaque pays. La diversité de l'importance des entreprises d'État chez les Parties fait en sorte que cette phase des négociations est plus difficile et qu'il s'avèrera sans doute nécessaire de voir les arbitrages soumis au niveau politique. Il en est de même pour la protection des médicaments, où semble émerger une proposition américaine de mécanisme à deux paliers, un pour les pays en développement et un autre pour les pays développés, qui permettrait aux premiers de conserver des normes moins strictes durant une certaine période.

« Nous devrions avoir en novembre quelque chose qui a été l'objet d'une consultation avec le Congrès, que le public peut voir et qui nous aide à conclure l'entente ».

— Barack Obama, Président des États-Unis, juin 2014

tienna dans la deuxième moitié du mois d'octobre. Rappelons que l'objectif américain était d'annoncer une avancée significative des travaux lorsque les chefs des pays membres du Fo-

Les étapes subséquentes aux discussions de Hanoï demeurent énigmatiques. Une source proche des travaux indique que les Parties n'ont pas encore confirmé qu'ils tiendraient une conférence ministérielle en octobre prochain comme l'ont proposé les États-Unis, mais il semble fort probable qu'une rencontre se

rum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) se réuniront en novembre. Selon les observateurs, il semble que même un accord partiel sera difficile à obtenir d'ici cette rencontre étant donné la nature holistique du processus.

Des élus de haut niveau doutent maintenant qu'il soit possible d'en venir à une entente d'ici à la fin de 2014. Au début du mois d'août, le ministre du Commerce néozélandais prédisait que l'accord ne verrait pas le jour en 2014, faisant écho au ministre australien qui affirmait en juin que l'accord ne pourrait être conclu avant la première moitié de 2015.

En septembre, les visites au Japon se font nombreuses pour l'USTR. Les représentants américains reprennent les discussions amorcées le mois dernier en vue d'en arriver à un accord sur l'ouverture du marché japonais aux fabricants d'autos américaines. Les États-Unis y ont réitéré leurs demandes quant aux étapes que devrait franchir le Japon pour réduire les barrières commerciales qui limitent la vente d'automobiles américaines. L'USTR demande aux Japonais de reconnaître les normes de sécurité et environnementales américaines, l'établissement d'un mécanisme qui verrait les tarifs douaniers américains, qui devraient disparaître suite à la signature du TPP, réintroduits dans le cas d'une importante augmentation des ventes de véhicules japonais aux États-Unis et finalement, l'obligation pour les fabricants japonais d'offrir des automobiles américaines dans leur réseau de distribution. Suite aux négociations commerciales des années 80 et 90 entre les États-Unis et le Japon, les fabricants japonais avaient accepté de distribuer des automobiles américaines dans leur réseau respectif. Toyota avait alors vendu le modèle Cavalier de General Motors et Honda offrait la gamme Jeep. Les ventes n'avaient pas été au rendez-vous, causant d'importantes pertes pour les parties. Une rencontre à ce sujet était à l'agenda des parties au début du mois. Cette rencontre est à mettre en parallèle avec la reprise des discussions entre les deux partenaires sur la question de l'accès aux marchés pour les produits agricoles, qui a eu lieu les 9 et 10 septembre à Tokyo. On peut supposer que les négociateurs américains demandent aux Japonais des concessions dans le secteur automobile s'ils ne peuvent obtenir satisfaction complète au chapitre de l'accès aux marchés.

Par ailleurs, les élections qui doivent se tenir en Nouvelle-Zélande le 20 septembre prochain ne devraient pas avoir d'impact sur les travaux de Hanoi, mais si la coalition menée par John Keys ne réussit pas à obtenir suffisamment de sièges, ce qui semble improbable selon les observateurs de la campagne électorale, il est possible qu'il doive faire appel au New Zealand First Party mené par Winston Peters qui a été très critique des négociations du TPP.

Sources

Aritake, Toshio. *U.S.-Japan Negotiators Fail to Reach Deal On Lowering Auto Market Barriers*. International Trade Reporter. 14 août 2014.

Inside U.S. Trade. *NZ Elections Not Expected To Impact Sept. TPP Round; Polls Favor PM*. 22 août 2014.

Inside U.S. Trade. *Low Expectations For Hanoi Round Cast Doubt On November TPP Result*. 1^{er} septembre 2014.

Inside U.S. Trade. *Next Round Of U.S.-Japan TPP Ag Talks Slated For Sept. 9-10 In Tokyo*. 3 septembre 2014.

Pas de « fast-track » au Congrès américain avant les élections de mi-mandat

Des sources proches du Congrès ont confirmé que le renouvellement du « fast-track » par le Congrès n'aura pas lieu avant les élections de mi-mandat qui se tiendront en novembre prochain. Le Leader de la majorité au Sénat, Harry Reid, a indiqué qu'il ne présentera pas de projet de loi à ce sujet avant les élections mais qu'il pourrait le faire durant la session qui les suivra immédiatement, avant la formation du nouveau Congrès en 2015.

Il apparaît comme étant très complexe pour le président Obama de réussir à faire adopter par le Congrès des accords commerciaux aux impacts très étendus sur la société américaine sans buter sur la résistance de certains membres du Congrès qui pourraient paralyser le processus si la procédure du « fast-track » n'est pas disponible. Également, les partenaires commerciaux des États-Unis dans ces négociations se trouvent dans une situation délicate lorsque vient le temps de procéder aux arbitrages finaux. En effet, si le contenu de l'entente peut être modifié par le Congrès, cette possibilité représente une nouvelle étape dans le processus de négociations dont les partenaires étrangers doivent tenir compte. Il est alors plus difficile de présenter les positions finales de part et d'autre qui permettraient la conclusion d'une entente. Ainsi, l'adoption du « fast-track » permettrait de diminuer l'efficacité des opposants à la conclusion du TPP et du TTIP tout en facilitant les négociations des ententes commerciales avec les partenaires.

Le président du Comité des finances du Sénat, Ron Wyden, a déjà déclaré qu'il proposerait des modifications au projet de loi actuellement en suspend, proposé le 9 janvier dernier par son prédécesseur, Max Baucus. Sans qu'il ait rendu publiques ses propositions, les observateurs croient que Wyden souhaite la création d'un poste d'officier à la transparence au sein du *Bureau du Représentant américain pour le commerce* (USTR) et qu'il a fait part de la nécessité de consulter le public avant la signature d'un accord commercial international par le Président.

Sans le « fast-track », les négociateurs américains se trouvent dans une position plus difficile pour négocier avec leur partenaire. Tout accord conclu pourrait être sujet au formidable tourbillon d'intérêts que représente le Congrès américain, lui laissant bien peu de chances d'en sortir intact. Cette incertitude laisse perplexes les négociateurs étrangers, qui hésitent à faire les derniers compromis qui permettraient d'en arriver à une entente. Plusieurs observateurs croient qu'il est impossible d'en arriver à une entente au TPP sans le « fast-track ».

Source

Bracken, Len. *Fast-Track Trade Bill Will Not Be Taken Up Before Midterm Elections, Future Uncertain*. Bloomberg, International Trade Reporter, 14 août 2014.

Le *Trans-Atlantic Business Council* prend le bâton du pèlerin pour le TTIP

Un groupe de gens d'affaires représentant des entreprises européennes et américaines a entrepris de faire une tournée de huit grandes villes américaines afin de faire valoir les bénéfices de la signature du futur *Partenariat transatlantique* (TTIP). Ils veulent ainsi faire contrepoids à la publicité négative qui entoure ces discussions. Le *Trans-Atlantic Business Council* (TABC) espère que sa campagne permettra d'éclairer le débat auprès des gens d'affaires, du milieu académique et des médias tout en répondant aux vives critiques qui freinent la progression des négociations.

La campagne visitera Atlanta, Indianapolis, Charlotte, Houston, San Francisco, Chicago, Détroit et Colombus. Des présentations seront offertes notamment par Kurt Kuehn, directeur des services financiers de UPS, Andreas von Uexkull, chef des affaires commerciales et économiques à l'Ambassade de Suède aux États-Unis et Dave Riks, vice-président de Eli Lilly, dixième compagnie pharmaceutique au monde.

Cette tournée est similaire à celle entreprise en mai dernier par la Chambre de Commerce des États-Unis qui a visité les principales capitales européennes pour faire la promotion du TTIP. Parmi les membres du TABC, on compte Alstom, British American Tobacco, Ericsson, Deloitte, Ford Motor Company, Intel et Microsoft.

Source

Inside U.S. Trade. *Trans-Atlantic Business Council Promoting TTIP In Eight-City U.S. Tour*. 22 août 2014.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

Dews, Fred. *Why Trade Matters in Four Maps*. Brookings, 3 septembre 2014.

En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/brookings-now/posts/2014/09/why-trade-matters>

Kronstadt, K. Alan. *India's New Government and Implications for U.S. Interests*. Congressional Research Service, 7 août 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/230976.pdf>

Martin, Michael F. *U.S.-Vietnam Economic and Trade Relations: Issues for the 113th Congress*. Congressional Research Service, 13 août 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/230965.pdf>

Morrison, Wayne M. *China's Economic Rise: History, Trends, Challenges, and Implications for the United States*. Congressional Research Service, 21 août 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/231278.pdf>

Sapiro, Miriam. *Why Trade Matters*. Brookings Papers, septembre 2014.

En ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2014/09/why-trade-matters-sapiro>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

